

## Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 26 avril 2016

### Réforme formation

[La commission qualité du Conseil national planche sur le référencement des organismes certificateurs et le déploiement du Compte personnel de formation et du Conseil en évolution professionnelle](#)

[Modalités de l'accès gratuit aux formations dispensées dans le cadre du service public régional de formation professionnelle](#) :

Un **décret du 29 mars** indique les modalités de mise en œuvre du principe de gratuité des formations conduisant à une certification professionnelle classée au plus au niveau IV.

[Les 17 Fongecif disposent désormais d'un accord constitutif en conformité avec la loi du 5 mars 2014](#)

[Le Conseil national valide son premier bilan d'étape du déploiement du compte personnel de formation et du conseil en évolution professionnelle](#) :

L'objectif de ce rapport en 2 tomes [1] est de « rendre compte du suivi du déploiement du CEP et du CPF un an après le début de leur mise en place et de mettre en perspective les étapes qui restent à dépasser pour atteindre les objectifs de la réforme, dans le cadre du pilotage stratégique du déploiement de ces droits ». C'est un bilan d'étape que le Cnefop entend réaliser régulièrement.

[La Copanef lance un nouveau chantier qualité pour 2016](#) :

Après une première année de travail sur la qualité des formations, le Copanef (Comité paritaire national interprofessionnel de l'emploi et de la formation) vient de lancer sa feuille de route pour 2016 qui prévoit d'élargir le cadre du décret du 30 juin 2015 pour affiner la notion de politique qualité.

[Nominations au Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles](#)

[Le compte d'engagement citoyen, un outil pour récompenser la création de valeur sociale](#) :

Le compte d'engagement citoyen, ce nouveau dispositif destiné à valoriser les compétences acquises au titre des activités bénévoles, commence à prendre forme après l'examen en commission de la loi El Khomri à l'Assemblée Nationale.

## Insertion des jeunes

### [L'État attend plus de performance et d'efficacité des Écoles de la deuxième chance \(E2C\) :](#)

Une instruction DGEFP réaffirme l'engagement et les attentes de l'État vis-à-vis des Écoles de la deuxième chance (E2C), acteurs de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

### [Garantie jeunes : les missions locales doivent être prêtes pour début 2017 :](#)

Moyens renforcés, locaux disponibles... le gouvernement compte s'assurer que toutes les missions locales sont en capacité d'accueillir les jeunes bénéficiant de la garantie jeunes au 1er janvier 2017, date de la généralisation du dispositif. A l'occasion de la présentation de son projet de loi Travail devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale le 29 mars 2016, Myriam El Khomri, ministre du Travail, est revenue sur l'objectif du gouvernement : 100.000 à 200.000 jeunes entrés dans le dispositif d'ici fin 2017.

### [La Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle détaille les conditions d'application de la prime "TPE jeunes apprentis" :](#)

Cette aide forfaitaire de l'État s'adresse aux très petites entreprises, soit celles de moins de 11 salariés afin de les encourager à recruter des jeunes de moins de 18 ans en contrat d'apprentissage.

### [Ouverture des journées nationales des Missions Locales sur fond de mobilisation de la jeunesse](#)

### ["Les Missions locales constituent l'incarnation humaine du service public de l'emploi" \(Myriam El Khomri, ministre du Travail\) :](#)

Denis Barbé, directeur de la Mission locale du Libournais, s'exprimait le 8 avril sur les pratiques des Missions locales dans le cadre d'une table ronde organisée lors des Journées nationales des Missions locales à Marseille. « Tout l'enjeu est de savoir comment s'approprier le CEP pour faire communauté, sachant que les conseillers, dans chaque structure, travaillent différemment. »

### [Les missions locales veulent sécuriser leurs relations avec les nouvelles régions :](#)

Plan 500 000 formations de chômeurs, généralisation de la garantie jeunes, expérimentation du service régional de l'emploi... Le président de l'UNML Jean-Patrick Gille fait le point sur les sujets d'interrogations des missions locales au lendemain de leurs journées nationales des 7 et 8 avril 2016 à Marseille. L'occasion pour le réseau de souligner son rôle dans les différents dispositifs destinés aux jeunes et de réitérer sa demande de moyens supplémentaires.

### [Manuel Valls annonce onze nouvelles mesures pour les jeunes :](#)

Ces mesures touchent aussi bien l'emploi, la formation, l'apprentissage que le logement et la santé.

## Politique emploi

### [Une instruction DGEFP précise les conditions de mise en œuvre du plan 500 000](#)

### [Plan 500 000 : Centre-Val de Loire s'engage sur 12 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi :](#)

Myriam El Khomri, la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social était à Orléans lundi 21 mars pour la signature du plan 500 000 formations supplémentaires avec la Région Centre-Val de Loire. C'est la deuxième convention ratifiée avec une Région et la première où le Coparef participe à la signature le jour de son officialisation.

### [Accord État-Régions pour une meilleure coordination des politiques de l'emploi et de formation de chaque territoire :](#)

Manuel Valls a signé mercredi 30 mars un accord avec Philippe Richert, président de l'Association des Régions de France. Avec comme objectif de mieux coordonner leurs actions en matière d'emploi et de formation, notamment en vue du plan de 500 000 formations d'urgence pour les demandeurs d'emploi.

### [Pôle emploi concrétise ses nouveaux partenariats avec les régions :](#)

Avec la loi Notr, le plan 500.000 formations et la plateforme d'engagements réciproques Etat-régions, les régions et Pôle emploi sont amenés à travailler davantage ensemble. Trois premières conventions ont déjà été signées pour bâtir ces nouvelles modalités de fonctionnement, en Paca, Centre-Val de Loire et Bretagne.

## Illettrisme

### [Thierry Lepaon futur directeur de la nouvelle Agence de la langue française pour la cohésion sociale ? :](#)

Manuel Valls a confirmé la création de l'Agence de la langue française pour la cohésion sociale à l'issue de la réunion du comité interministériel à égalité et à la citoyenneté mercredi 13 avril à Vaulx-en-Velin. Elle aura pour mission de traiter « les questions liées à l'illettrisme et à l'amélioration de la maîtrise de la langue, dans l'Hexagone et les outre-mer. »

### [Le projet de loi Egalité et citoyenneté prévoit de faire de la formation au français une mission d'intérêt général](#)

### [L'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme signe un partenariat avec le réseau des CFA du BTP pour promouvoir les prises en charge pendant l'apprentissage :](#)

« L'objectif est notamment de prévenir les abandons en cours de formation et de consolider les savoirs de base pour mieux assimiler les matières techniques ensuite. Avec la digitalisation, il est

indispensable même sur les métiers manuels d'être à l'aise avec l'écriture et la lecture », explique Hervé Fernandez, le directeur de l'ANLCI.

## VAE

### [La validation des acquis en milieu carcéral, une ouverture vers l'emploi :](#)

« Le débat est de savoir comment inscrire les politiques de droit commun par rapport à notre milieu carcéral. L'État a confié à la Région cette responsabilité et nous avons besoin de progresser ensemble sur ce sujet », a considéré Pierre Duflot, directeur interrégional des services pénitentiaires Centre Est de Dijon. Il intervenait, le 22 mars, dans le cadre du premier colloque consacré au parcours de VAE [1] en milieu carcéral, organisé à Saint-Jean de Braye par l'association Médiaction.

## Orientation

### [Les acteurs du service public de l'orientation franciliens travaillent en réseau informel avec d'autres professionnels de l'orientation :](#)

Quel enseignement tirer de la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation, le SPRO, en Île de France ? Tel était l'enjeu de la conférence tenue au Conseil régional le mercredi 30 mars.

## Compte personnel d'activité

### [La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale confie aux partenaires sociaux la définition du périmètre final du compte personnel d'activité :](#)

34 propositions d'amendements à l'article 21 de la loi El Khomri portant sur la création du compte personnel d'activité (CPA) ont été retenues par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale au terme de sa session d'examen du 6 avril. Si, au fil des validations parlementaires, les contours du CPA tel qu'il sera déployé au 1er janvier 2017 se dessinent, les députés ont choisi de renvoyer la définition de son contenu final à une future négociation entre partenaires sociaux.